

La ville fragmentée : l'accès à l'électricité dans deux quartiers de la Région métropolitaine de Vitoria (Espírito Santo, Brésil)¹

Cláudio Luiz Zanotelli | Victor Araújo Galvão

L'existence d'une masse de personnes vivant de salaires très bas ou d'activités occasionnelles, à côté d'une minorité disposant de revenus très élevés, crée dans la société urbaine une division entre ceux qui peuvent avoir accès permanent aux biens et aux services, et ceux qui, avec les mêmes besoins, n'ont pas les moyens de les satisfaire. Cela crée dans le même temps des différences quantitatives et qualitatives de consommation. Ces différences sont à la fois la cause et la conséquence du fait qu'existent, se créent et s'entretiennent, dans ces villes, deux circuits de production, de distribution et de consommation des biens et des services.

(Santos, 2004, p. 37)

Introduction

Traitant du réseau de distribution électrique dans l'agglomération de Vitoria (Brésil), cet article analyse un système technique de l'espace urbain qui répond à des logiques socio-politiques et économiques. En suivant Milton Santos, selon qui les caractères de la société et de l'espace géographique, à un moment donné de leur évolution, sont en relation avec un état donné des techniques (2006, p. 171), il met en évidence une ville fragmentée, comportant deux circuits économiques, à la fois distincts et autonomes, mais interdépendants (Santos 2004).

Il sera fait une comparaison de l'énergie électrique dans deux quartiers distincts de la Région Métropolitaine du Grand Vitoria². Le premier, Penha, est une favela³ occupée de manière informelle par des migrants ruraux des environs et des Etats voisins entre les années 1950 et les années 1980, et aussi par des migrants venus d'autres villes. La genèse de ce quartier illustre le circuit inférieur de l'économie urbaine : manque de capital et de technologie, mais créativité, auto-apprentissage et entraide dans la construction des maisons et des espaces publics, absence de planification et de zonage fonctionnel. L'espace y reste ainsi marqué par les usages multiples : résidences, commerces, services, petits ateliers. Le second quartier, Praia da Costa, connaît, lui, un grand dynamisme économique fondé sur la présence d'un Shopping Center, de bars, de restaurants et d'autres commerces de haut niveau. Comptant parmi les espaces les plus valorisés de l'agglomération de Vitoria, il est habité principalement par les classes moyennes et supérieures, et connaît une intense activité immobilière. La concentration du revenu au Brésil, une des plus fortes du monde, se voit dans le prix du foncier, 40 à 100 fois supérieur dans ce quartier à ce qu'il est dans le quartier

¹ NB : cet article fait partie d'un projet soutenu financièrement par le CNPq brésilien qui, en 2007 et 2008, a accordé des bourses d'initiation scientifique à des étudiants. Il prend place dans les travaux du Laboratoire de Géographie humaine du Département de Géographie de l'Université Fédérale de l'Espírito Santo.

² La RMGV a été créée officiellement le 17 janvier 2005 (loi constitutionnelle 318) et comprend 7 municipios : Serra, Vitoria (capitale de l'Etat de l'Espírito Santo), Vila Velha, Cariacica, Viana, Guarapari et Fundão. En 2007, sa population atteint 1.624.837 habitants selon l'IBGE.

³ une favela (slum), selon la définition de l'ONU, a pour caractéristiques *la surcharge de population, des habitations pauvres ou informelles, l'accès défectueux à l'eau potable et à l'assainissement, la précarité de l'occupation du logement*. Cette définition se limite aux conditions physiques et juridiques de l'occupation du sol, sans aborder les dimensions sociales plus difficiles à mesurer. Le plus souvent, la marginalité économique et sociale s'ajoute à la précarité physique (Davis, 2006). Sur l'histoire des favelas et comment elles ont été perçues au Brésil, on oscille entre un espace précaire et un espace doté d'une identité socio-culturelle forte. Sur les favelas de Rio de Janeiro depuis la fin du XIXème siècle, voir Valladares (2006).

précédent. Ce quartier donne à voir les processus les plus caractéristiques du circuit supérieur de l'économie urbaine : une planification urbaine relative (très souvent, les règles d'urbanisme sont transgressées au profit des promoteurs immobiliers) et des bâtiments requérant du capital et de la technologie (le secteur immobilier est de plus en plus associé au capital monopolistique national et international). Les valeurs d'échange l'emportent ici de plus en plus sur les valeurs d'usage : contrairement à ce qui se passe dans le circuit inférieur, davantage que des logements, les habitations sont des biens et des investissements.

L'étude porte ainsi sur la place des techniques : il s'agit de comprendre la fragmentation socio-spatiale à partir de l'accès au réseau électrique dans deux quartiers de niveaux social et économique inégaux et comment cet accès différencié participe à la reproduction de la domination sociale⁴



Figure 1 : Vues partielles de l'Alto Bairro da Penha (à gauche) et de Praia da Costa (à droite)

⁴ L'étude a comporté plusieurs types de travaux :

- des entrevues avec différents employés de l'entreprise Escelsa (Espirito Santo Centrais Eletricas), concessionnaire de la distribution, et des contacts avec d'autres institutions telles la Division de l'Eclairage Public du Secrétariat des transports de Vitoria, ainsi que le Projet *Terra mais Igual*, dépendant lui aussi de la ville de Vitoria.
- une observation sur place des infrastructures de l'énergie électrique dans les deux quartiers et une analyse des cartes des réseaux fournies par l'entreprise Escelsa.
- des entretiens avec des groupes de résidents, réalisés en 2008 et 2009. A titre de vérification, des questionnaires à questions ouvertes et fermées ont été appliqués dans les deux quartiers (22 à Penha et 24 à Praia da Costa) ; cette enquête ne peut prétendre reposer sur des échantillons représentatifs de population au sens statistique, mais elle a visé les résidents les plus hétérogènes et a pris en compte les différences de sexe, d'âge, d'ancienneté d'installation dans le quartier.

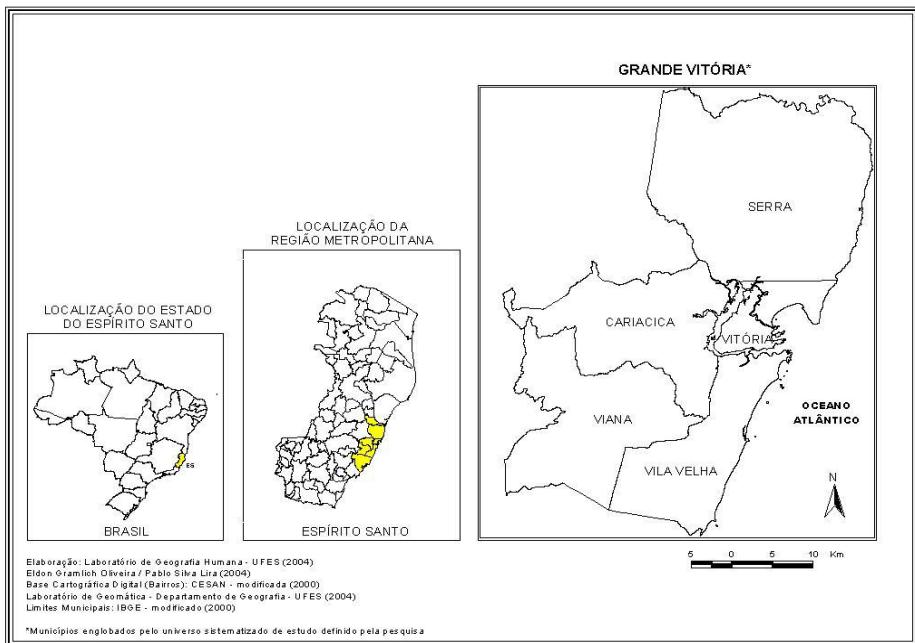


Figure 2 : localisation de la Région Métropolitaine du Grand Vitoria

1. Fragmentation urbaine et réseau électrique

Le concept de fragmentation doit être nuancé car son sens est multiple et parfois ambigu. Il se réfère en règle générale à une radicalisation de la ségrégation. La fragmentation signifierait alors une séparation qui, au-delà du seul espace "résidentiel", concernerait l'espace "public" ou collectif : la centralité sociale et fonctionnelle de la ville y serait donc au moins autant en question que l'unité globale, symbolique ou sociale, du peuplement des quartiers (Navez-Bouchanine, 2002, p 62). Mais cette unité, malgré des circuits distincts, existe de fait, car il y a une complémentarité entre les différents fragments de la ville, comme nous le verrons.

Quand la fragmentation se rapporte au registre socio-économique en relation avec les transformations de la société et de l'espace, l'application du concept n'est pas simple non plus. La globalisation de l'économie conduit à une différenciation forte entre les centres et les périphéries, entre ceux qui sont connectés à la mondialisation et ceux qui ne le sont pas. Mais les déconnectés se disputent aussi les espaces centraux. Ils lancent un défi à ce qui serait un centre exclusif et réservé. Ils s'insèrent, en position évidemment dominée, dans l'espace social de la modernité : les camelots dans les centres-villes, les équipements électroniques et les téléviseurs dans une partie de la population des quartiers populaires, ce qui représente une certaine connexion car cela peut renforcer l'homogénéité des consommations et des comportements. Cette fragmentation crée des réglementations et des lois. Elle ouvre la possibilité que les espaces connectés soient protégés par des milices privées. Elle entraîne l'appropriation des espaces publics et le détournement de leur usage. Ce faisant, elle provoque des tensions. Pourtant, les agents et les instruments de ces contrôles sont les personnes que l'on rencontre généralement dans les quartiers populaires et qui, paradoxalement, contribuent au maintien de l'ordre qui les exploite (auto-exploitation, et en même temps adaptation aux valeurs dominantes et intériorisation de ces valeurs, ce qui complexifie le simple discours d'indignation ou l'idée d'une séparation étanche entre les secteurs sociaux).

La traduction matérielle de la fragmentation est aussi ambivalente, car il ne faut pas confondre pauvreté et ville informelle. Les différences de revenu sont fréquentes dans les quartiers populaires, comme des oppositions entre secteurs de quartier et des comportements d'exclusion (Navez-Bouchanine, 2002). Mais, au-delà de la question résidentielle, il nous faut penser aux réseaux qui relient les différents fragments et micro-fragments de la ville. Les personnes ne sont pas enfermées dans leurs quartiers. Elles circulent, travaillent et se font des relations hors de leur lieu de résidence. Ainsi en est-il, par exemple, des domestiques et des chauffeurs d'autobus. Certes, ils sont exploités et dominés, mais quelque chose naît de ce contact : une prise de conscience de l'exploitation, un apprentissage du conflit ou une soumission à l'ordre établi avec lequel on collabore. Souvent, on constate dans les quartiers des alliances entre les secteurs dominants des dominés (les commerçants, les présidents d'association, les fonctionnaires publics, les policiers) et le monde politique et économique de la ville⁵.

Les réseaux physiques (électricité, eau, téléphone, voirie, fibre optique) sont plus ou moins denses et plus ou moins différenciés selon les lieux et l'intérêt que représente leur extension dans les quartiers populaires. Les réseaux existent dans ces quartiers, mais très souvent de moindre qualité et avec des problèmes récurrents de coupure.

Ces quartiers connaissent des formes de résistance et une volonté de transformation. Ils comptent des associations de défense par lesquelles les résidents interviennent dans la sphère politique. L'image de marque et la stigmatisation des quartiers par la presse, ainsi que l'acceptation par les résidents eux-mêmes de l'image dévalorisante que leur renvoie la société globale, peuvent provoquer un repliement sur soi. Cependant, cette situation ne doit pas être généralisée : nombreux sont les comportements qui refusent ce réductionnisme et qui montrent la volonté de sortir de cette ségrégation. Et pourtant, le terme de fragmentation est celui qui convient le mieux pour désigner les processus identifiés.

2. Evolution récente du réseau de distribution électrique dans l'Espírito Santo

La mise en place du réseau électrique au Brésil comporte deux périodes. La première est celle des années 1950 et suivantes, au cours desquelles l'énergie électrique était principalement destinée à l'industrie. Milton Santos en parle en ces termes : L'Etat se charge de toutes les opérations car une des conditions pour obtenir des financements extérieurs est que l'électricité bon marché soit fournie au secteur industriel, gros consommateur, c'est-à-dire aux firmes multinationales et aux grandes entreprises du pays. De la sorte, les grandes industries accaparent la production de l'électricité à des prix favorables, alors que la population est insuffisamment approvisionnée. (Santos, 2004, p. 171). L'analyse de Santos est importante : elle démontre d'une part que le secteur résidentiel est desservi d'un façon précaire parce que la priorité est donnée au secteur industriel et, d'autre part, qu'il finance la consommation électrique de ce dernier. Dans la décennie 1970, l'industrie consommait 24 % de l'énergie électrique produite au Brésil alors que 26 % de la population du pays n'y avait pas accès. Aujourd'hui encore, particulièrement dans l'Etat de l'Espírito Santo, la priorité donnée à la consommation énergétique industrielle est patente. La consommation du secteur industriel est certes inférieure à la consommation domestique, mais le secteur domestique paie le courant 48 % plus cher que le secteur industriel et finance ainsi le développement de ce dernier (tableau 1)

⁵ Dès la publication de *L'espace partagé* (1975), Milton Santos évoque ces complémentarités entre les circuits inférieurs et supérieurs de l'économie urbaine.

Type d'usage	Volume en MwH	Recettes (1.000 reais)	Prix TTC du kWh en real
industrie	1.041.063	221.042	0,212
domestique	1.372.831	431.222	0,314
total	2.413.994	652.264	

Source : Escelsa : Relatorio Administrativo, 2006 (disponible sur : <http://www.escelsa.com.br>)

La seconde période à mettre en relief commence au milieu de la décennie 1990 et va jusqu'à aujourd'hui. Elle se caractérise par les privatisations : l'électricité n'est plus seulement un élément de l'infrastructure nécessaire au circuit supérieur de l'économie, elle devient un élément constitutif de ce dernier, c'est-à-dire une marchandise produite par les grands conglomérats nationaux et internationaux. L'entreprise Escelsa (Espírito Santo Centrais Eletricas SA), concessionnaire de l'électricité dans l'Espírito Santo, est ainsi gérée par la Holding Energias do Brasil – EDB – qui contrôle aussi des compagnies dans la production et la distribution de l'électricité dans les Etats du Ceara, de São Paulo, du Tocantins et du Mato Grosso do Sul. Ce groupe EDB, à son tour, est détenu pour 62,4 % de son capital par le groupe Energias de Portugal – EDP – lequel opère dans des pays européens comme l'Espagne, le Portugal et la Belgique et est présent dans différents pays d'Amérique latine, aux Etats-Unis et en Chine⁶.

La privatisation des compagnies de distribution de l'énergie au Brésil⁷, signe d'une modernisation néolibérale, a été réalisée sans que soit imposée une politique sociale en matière tarifaire. C'est ce que souligne Bermann (2003, p. 45) : La première vente aux enchères d'une entreprise de distribution de l'électricité – la Escelsa – a eu lieu le 11 juillet 1995, alors que l'organisme régulateur du secteur, l'Agence Nationale de l'Energie Electrique – ANEEL – n'a été créé que le 6 octobre 1997 (décret 2335). A cette date, quatre entreprises de distribution du courant avaient déjà été transférées à l'initiative privée. Malgré le discours qui justifiait le transfert des entreprises non-rentables à l'initiative privée en disant que le service public y gagnerait en efficience, ce qui se produisit à la vérité fut que l'Etat perdit de son pouvoir de décision et de planification sur une ressource qui est une nécessité de la société moderne, et dont les services sont désormais considérés comme aussi fondamentaux que la distribution de l'eau, l'assainissement, les transports et la santé publique. (Jannuzzi et Swisher, 1997, p. 12).

3. L'accès à l'énergie électrique : les quartiers de Bairros da Penha et Praia da Costa

Les enquêtes réalisées dans les deux quartiers⁸ informent sur les revenus et les conditions de vie des habitants. Dans le quartier de Penha, le revenu des familles ne dépasse pas 3 salaires-minimum alors que les habitants de Praia da Costa, dans leur grande majorité (20 entretiens sur 24), ont un revenu supérieur à 10 salaires-minimum. À Praia da Costa, 2 résidents sur 3 ont suivi ou suivent une formation de niveau supérieur, alors qu'à Penha, 2 résidents sur 3 n'ont pas terminé le cycle

⁶ <http://www.energiasdobrasil.com.br/energia/index.asp>. Consulté en août 2008.

⁷ La privatisation a concerné surtout la distribution de l'électricité. Encore aujourd'hui, une grande partie de la production hydroélectrique du Brésil est sous contrôle de l'Etat, à travers de grandes compagnies comme Furnas, Tucurui et Itaipu. Toutefois, il y a aujourd'hui des incitations données au secteur privé pour qu'il construise des usines hydroélectriques.

⁸ Enquêtes par questionnaires, voir plus haut. La référence au salaire-minimum est celle utilisée par l'IBGE. Elle facilite les déclarations faites par les intéressés et les comparaisons dans le temps.

primaire. S'agissant des professions, à Penha, presque tous sont employés domestiques, ouvriers ou travailleurs du secteur informel, alors qu'à Praia da Costa, les professions dominantes sont les professions libérales, les cadres supérieurs et les commerçants. Les profils socio-économiques sont donc bien distincts, et nous pourrions utiliser la terminologie de Bourdieu (1980) pour identifier des classes dominantes à Praia da Costa et des classes dominées à Penha.

Les données concernant le logement confirment cette opposition. Dans l'Alto Bairro da Penha, les habitations sont petites (40 à 60 m²), de mauvaise qualité et surpeuplées. On y constate à la fois une moindre qualité de l'énergie utilisée et une surconsommation. Ce paradoxe s'explique par les pertes dues aux installations électriques bricolées et à l'usage d'appareils électrodomestiques anciens gourmands en énergie. La mauvaise qualité des réseaux ne se limite pas aux domiciles. Contrairement aux affirmations de la compagnie Escelsa qui dit traiter tous ses clients à égalité, l'Alto Bairro da Penha dispose d'un réseau dans un état de grande précarité : poteaux de bois pourris et plantés de travers, ruelles sans éclairage public (d'où une insécurité pour les résidents), câbles aériens mal tendus (d'où des coupures fréquentes en cas de pluie ou de vent fort), faible nombre de transformateurs. Cette situation a fait naître dans le quartier l'habitude de retirer les prises des appareils électroménagers quand le temps laisse craindre de fortes pluies.

Praia da Costa donne à voir une réalité complètement différente. Les logements sont principalement des appartements de 100 à 200 m², occupés par un nombre réduit de résidents dans des immeubles luxueux et d'accès surveillé. Les installations électriques sont faites avec de bons matériaux et en conformité avec le savoir technique. L'électroménager, neuf, est plus efficient et consomme moins d'énergie. Le réseau public est de qualité : des transformateurs en nombre suffisant, des poteaux en ciment, des câbles aériens en très bon état, un éclairage public excellent, y compris sur la plage qui a donné au quartier son nom et son prestige.



Figure 3 : L'état du réseau dans les deux quartiers

en haut : poteau électrique au milieu de la ruelle, rendant malaisé le passage, base du poteau pourrie, fils mal tendus sujets à court-circuit, dans l'Alto Bairro da Penha

en bas : poteaux de ciment bien placés, donnant un bon éclairage public, transformateurs en bon état et fils bien tendus à Praia da Costa, illumination nocturne du front de mer souvent cité comme symbole de la beauté du quartier.

Il s'agit maintenant de traiter de l'accès illégal à l'énergie électrique. C'est une pratique courante chez les catégories sociales pauvres, mais pas seulement chez elles, et il faut préciser que, au sein même de ces catégories, beaucoup paient régulièrement leurs factures. Elle s'explique par les difficultés rencontrées pour obtenir l'énergie de façon légale. Ces difficultés n'existent pas dans le circuit supérieur de l'économie urbaine. Ainsi, à Praia da Costa, dont les habitants ont des niveaux de vie leur permettant de payer leurs consommations sans problème, l'accès illégal à l'électricité n'est pas pratiqué à grande échelle.

Le vol d'électricité est connu au Brésil sous le nom de *gato*⁹. C'est une expression populaire qui désigne la consommation d'électricité grâce à un détournement illégal du courant. Le problème commence par le non-paiement répété des factures, ce qui amène l'entreprise à couper le courant. Mais, comme les familles ne peuvent se passer de l'électricité dans la vie de tous les jours, elles se mettent à la détourner. Le *gato* à Bairro da Penha se voit dans les installations extérieures du réseau et est confirmé par les entretiens avec les responsables de l'entreprise concessionnaire. Parmi les résidents interrogés, une minorité seulement a reconnu ce mécanisme comme une manière alternative d'accès à l'électricité, ajoutant, non sans ironie ni sous-entendu, ne pas y recourir. Mais, il est clair que certains résidents disent payer des sommes bien inférieures à ce qui correspondrait à leur équipement électroménager¹⁰. Trois formes de *gato* existent. Dans la première, le *gato* est un branchement direct au réseau : on place deux fils sur les câbles aériens du réseau et on les relie directement au logement. La seconde façon de faire consiste à briser le cachet de la boîte de distribution et à détourner l'électricité à partir de là. La troisième est le démontage du compteur et l'installation à l'intérieur d'un mécanisme qui inverse l'enregistrement de la consommation et cache ainsi la consommation réelle. Selon les services de l'Escelsa, le combat contre le *gato* est assez efficace. Trois moyens sont mis en œuvre. D'abord surveiller tous les compteurs, surtout dans les quartiers périphériques : si un compteur enregistre une consommation nulle pendant plusieurs mois consécutifs, la résidence fait l'objet d'un procès-verbal. Ensuite, remplacer les câbles nus par des câbles recouverts dont l'isolation rend difficile la pose directe de fil. Enfin, retirer les compteurs des logements et mettre des compteurs électroniques directement dans les postes de distribution. De fait, les vols d'électricité ont sensiblement diminué dans les quartiers périphériques de Vitoria. Mais, en la matière, le quartier de Penha présente des particularités topographiques qui rendent difficiles les opérations contre ces vols. C'est une colline dont la partie la plus élevée n'a pas de rue, mais seulement des ruelles interdisant la circulation automobile. A cela s'ajoute le fait que le territoire du quartier est sous le contrôle des trafiquants. Aussi, bien qu'elle sache pouvoir compter sur la collaboration de la Police Militaire, l'entreprise Escelsa évite d'y avoir recours pour préserver son image auprès de la population.

Le *gato* est une forme alternative d'accès à l'électricité par le circuit inférieur dans les différents lieux où se rencontrent cette forme d'organisation spatiale¹¹, de même que l'accès marchand de

⁹ Littéralement, le *chat*. Mais, le mot compte d'autres sens au Brésil dans le langage familier (NdT).

¹⁰ La recherche bibliographique n'a pas trouvé d'article qui traite de l'accès illégal à l'électricité au Brésil et en Amérique latine. En revanche, une référence (Ilanrewaju, 2000) mentionne, en Afrique, les branchements illégaux du bidonville Ijora Badia, à Lagos (Nigeria).

¹¹ Le gérant de l'Escelsa chargé de la lutte contre les pertes d'énergie nous a parlé du *gato* dans les Etats les plus différents du Brésil, et de la manière dont les compagnies combattent ce phénomène.

l'électricité est une caractéristique particulière au circuit supérieur. Mais, il n'existe aucune statistique fiable qui puisse donner ne serait-ce qu'un ordre de grandeur du phénomène dans les différents quartiers de la région métropolitaine de Vitoria. Il reste que la population des quartiers périphériques et des favelas est insérée, pour sa majorité, dans le circuit de consommation, de sorte que sa demande en électricité augmente : même en supposant des détournements de courant, la consommation légale d'électricité augmente, et avec elle le chiffre d'affaires de la compagnie distributrice.

Les habitants de Praia da Costa ont sur la question du gato une vision moralisatrice qui transparaît dans les propos tenus lors des entretiens : c'est un vol, il faudrait le supprimer. Horrible. Illégal. Il faut en finir. C'est un vol, et c'est nous qui payons. Toutefois, certains des résidents sont plus compréhensifs et libérés des préjugés, telle cette résidente qui voit dans cette pratique un appel au secours pour l'insertion sociale dont nous rêvons.

Nous pourrions arriver à la conclusion que la précarité de la distribution électrique dans les quartiers périphériques résulte de la logique marchande de l'Escelsa qui structure mal son réseau dans un territoire non rentable. Mais, c'est le contraire, et un semblable constat cacherait les relations de domination qui existent entre les deux circuits. La vérité est que le circuit inférieur a besoin de rester connecté au système, mais de façon subordonnée, afin de servir de source d'accumulation pour le circuit supérieur. On ne peut pas dire que les espaces périphériques ne seraient pas rentables pour la compagnie d'électricité : les habitants de ces périphéries constituent la majorité de la population de l'agglomération de Vitoria et, dans leur grande majorité, paient l'énergie consommée, jouant ainsi un rôle déterminant dans les bénéfices de l'entreprise. La vérité est que l'Escelsa ne subit pas de préjudice puisque les détournements sont pris en compte chaque année par l'ANEEL (Agence Nationale de l'Énergie Électrique) pour déterminer les révisions de tarifs. Au demeurant, de l'aveu même de l'entreprise, les pertes d'électricité dues aux gatos sont de l'ordre de 5,4 %, très inférieures aux pertes en ligne (7,7 %) provoquées par les déficiences techniques du réseau. Malgré ces pertes, le bénéfice de l'entreprise reste élevé¹².

La racine du problème se trouve moins dans le délabrement du réseau que dans les difficultés auxquelles se heurtent les plus pauvres d'entre les pauvres pour avoir légalement accès à l'énergie électrique. Les tarifs pratiqués en sont une des raisons. Le prix moyen dans l'agglomération de Vitoria est de 0,26 real hors taxe le kWh, soit 0,41 real TTC. L'estimation de 148 kWh par mois pour un usager utilisant un réfrigérateur, une douche électrique, un téléviseur, un fer à repasser et trois lampes à incandescence établit le coût mensuel à 60,68 reais. Dans le quartier Alto Bairro da Penha, la majorité des personnes rencontrées ont un revenu entre 1 et 1,5 salaire-minimum, soit entre 380 et 570 reais¹³. La note d'électricité représenterait donc entre 16 % et 10 % de leurs revenus. A Praia da Costa, au contraire, l'énorme majorité des revenus se situe au-dessus de 10 salaires-minimum (3.800 reais). Si l'on retient qu'un domicile typique de la classe moyenne, pour une surface habitable de 100 m², comporte un réfrigérateur, deux téléviseurs, un lecteur de DVD, une radio, un jeu vidéo, une machine à laver, un fer, trois douches électriques et des lampes à fluorescence dans toutes les pièces, et si l'on tient compte que le matériel est récent et consomme donc peu, on arrive à une consommation de 175 kWh, soit une facture de 70 reais... c'est-à-dire moins de 2 % du revenu de celui qui gagne 10 salaires-minimum.

La facture d'électricité pèse donc beaucoup plus dans le budget de l'habitant de Penha que dans celui de l'habitant de Praia da Costa. Pour minorer ces disparités, et en conformité avec les dispositions de l'ANEEL, la compagnie Escelsa dispose d'un tarif préférentiel pour les usagers

¹² 139,6 millions de reais en 2006 (source : Relatorio administrativo da Escelsa, 2006)

¹³ à la date des entretiens, c'est-à-dire fin 2008.

enregistrés dans la classe des bas revenus. La ristourne est régressive et varie de 66,35 % à 2,82 % selon le niveau de consommation (voir tableau 2).

Ristourne sur la facture

jusqu'à 30 kWh 66,35 %

de 31 à 80 kWh 42,04 %

de 81 à 100 kWh 41,70 %

de 101 à 180 kWh 12,54 %

acima de 80 kWh 2,82 %

source : <http://www.escelsa.com.br>

Tableau 2 : Tarifs préférentiels pour les bas revenus (ristourne sur la facture)

Mais, les conditions très restrictives pour profiter du système¹⁴ et le manque d'information fournie aux usagers font que ce tarif préférentiel n'atteint certainement pas les plus pauvres : des 22 personnes interrogées dans l'Alto Bairro da Penha, une seule a déclaré le connaître et en bénéficier. La logique même de ce tarif est critiquée par Bermann (2003) qui considère que la consommation requise pour une vie digne (il l'estime à 220 kWh par mois) impliquerait que soit dépassée la vision simplement marchande de l'énergie électrique. Selon lui, le tarif préférentiel devrait tenir compte seulement du revenu familial, indépendamment du niveau de consommation, en même temps que seraient mis en place des mécanismes incitant à lutter contre les gaspillages. Mais, l'usage plus efficient de l'électricité, et donc la consommation limitée, va contre les intérêts des compagnies distributrices. La précarité énergétique dans les quartiers périphériques est le fruit de la politique de l'entreprise, laquelle vise seulement la maximisation de ses profits. Parce qu'elle fait des investissements dérisoires dans les programmes d'efficience énergétique, elle n'aurait pas les moyens de satisfaire la demande si l'usage de l'électricité était plus égalitaire et si, en conséquence, la population la plus pauvre accédait à un niveau de consommation plus élevé.

Finalement, l'homogénéisation des comportements conduit à une hausse exacerbée de la consommation, donnant ainsi une légitimité à une seule façon de produire et de consommer. Mais, cette modernisation est sélective et, dans les espaces urbains semi-périphériques, elle cristallise la fragmentation socio-spatiale. À travers la sélection territoriale qu'opèrent les techniques, il est possible d'entrevoir les relations de domination qui existent entre les classes sociales. Ces relations pourraient paradoxalement atténuer la fragmentation. Les techniques entraînent en effet une homogénéisation et une augmentation de la consommation. Dans l'exemple ici étudié, elles propagent jusqu'aux plus pauvres l'impossibilité de vivre sans énergie électrique, un bien devenu nécessairement universel. Mais, cette unité qui promeut les contacts, les relations, l'homogénéisation, et qui, donc, atténuerait la fragmentation, promeut aussi les phénomènes de la domination sociale. L'appropriation de l'énergie électrique par le circuit supérieur, surtout après les privatisations des années 1990, et sa transformation en marchandise à consommer conformément aux modèles hégémoniques c'est-à-dire comme simple réalisation de sa valeur d'échange, a apporté aux plus pauvres des tarifs hors de leurs moyens. Le gato devient alors le seul moyen d'avoir accès à l'énergie, en même temps que sa répression se manifeste comme forme de contrôle

¹⁴ La consommation effective doit être très faible, ce qui est difficile avec des appareils anciens gros consommateurs, comme dit plus haut.

social et maintien de la subordination sociale. En légitimant la répression et le contrôle social, la répression du gato met en évidence de façon violente la réalité de la domination exercée sur les plus pauvres. Faire du gato un délit n'est rien d'autre que l'imposition par les classes dominantes d'un ordre inégalitaire et excluant. Par préjugé, cet ordre stigmatise les plus pauvres et en fait des délinquants (le gato est sanctionné par le Code Pénal brésilien), et cela parce qu'ils ne parviennent pas à participer à ce jeu de la consommation qui, paradoxalement, les séduit et les exclut en même temps.

Dans ce sens, le détournement d'électricité est jugé tolérable par la société dans la mesure où n'est pas résolue la question des bas salaires et du chômage, où les tarifs de l'électricité ne sont pas réduits automatiquement pour les plus pauvres et où n'est pas lancé un programme général d'efficience énergétique qui puisse durablement contribuer à une plus grande équité. Cependant, ces processus sont essentiels pour l'insertion du circuit inférieur en position subordonnée, pour la persistance des inégalités et la concentration du revenu, autant de données fondamentales pour le maintien du système.

Conclusion

La domination sociale se manifeste en ville sous la forme de la spoliation puisque les travailleurs se voient obligés d'assurer leur reproduction avec de bas revenus. Insérés dans le modèle de consommation imposé par le circuit supérieur, mais dans l'impossibilité de s'y conformer, ils choisissent et établissent des priorités en fonction de leurs revenus. Ainsi, les dépenses pour le logement seront négligées et la population la plus pauvre en arrivera à habiter dans des quartiers spontanés. Il en va de même pour l'énergie électrique. On en use de façon créative et dans l'illégalité parce que la priorité est donnée à des formes de consommation, particulièrement les produits électroménagers et électroniques, qui sont essentielles dans le mode de vie défini socialement. Cela aggrave l'extorsion dont sont victimes les pauvres et enrichit le circuit supérieur par la vente des biens et services. Ainsi, les populations pauvres ne sont pas inutiles dans le circuit de consommation. Malgré la concentration du revenu toujours plus évidente, elles constituent un marché de consommation rentable.

La conséquence de ce modèle de domination sociale dans l'espace urbain, c'est la ville fragmentée, divisée, marquée par la concentration des services et des équipements publics dans certains espaces centraux et par la précarité de ces services et la pauvreté dans la périphérie. Toutefois, les populations pauvres ne sont pas déconnectées de l'économie urbaine, comme pourrait le faire croire une interprétation erronée du concept de fragmentation. Elles sont bien insérées dans cette économie, mais en position dominée.

A propos des auteurs : Cláudio LUIZ ZANOTELLI, Département de géographie, Université Fédérale de l'Espírito Santo, Brésil

Victor ARAUJO GALVÃO, Département de géographie, Université Fédérale de l'Espírito Santo et Université Fédérale de Rio de Janeiro, Brésil

Pour citer cet article : Cláudio LUIZ ZANOTELLI | Victor ARAUJO GALVÃO, « La ville fragmentée : l'accès à l'électricité » ["The fragmented city: access to electricity", traduction : George Mc Gair], **justice spatiale | spatial justice**, n° 04 décembre | december 2011 | <http://www.jssj.org>

Bibliographie

BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Paris: Minuit, 1980.

JANNUZZI, G. M. & SWISHER J. N. P. *Planejamento Integrado de Recursos Energéticos*. Campinas, SP: Autores e Associados, 1997. 246 p.

NAVEZ-BOUCHANINE, Françoise *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* Paris : L' Harmattan Nas fronteiras da barbárie. Uma leitura genealógica do discurso freudiano (2002).

SANTOS, Milton. *Economia Espacial: Críticas e Alternativas*. São Paulo, SP: Edusp, 2003. 204 p.

_____. *O Espaço Dividido: os dois circuitos da economia urbana nos países subdesenvolvidos*. São Paulo, SP: Edusp, 2004.2^a Ed. Primeira reimpressão; 430p.

VALADARES, L. P. *Passa-se uma casa: análise do programa de remoção de favelas do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Zahar, 1980. 2^a Ed.

DAVIS, M. *Planeta Favela*. São Paulo, SP: Boitempo, 2006. 271 p.

BERMANN, C. *Energias no Brasil: Para quê? Para quem?* São Paulo, SP: Livraria da Física Editora: FASE, 2003. 2^a Ed; 139 p.

ILANREWAJU, D. O. *Urban Infrastructure: a critique of urban renewal process in Ijora Badia, Lagos*. Habitat Internacional, 2001.

ZANOTELLI, C. L'espace des Homicides e L'espace socioéconomique de l'agglomération de Vitória-Brésil. *Cultures & Conflicts*, n. 59, Autono 2005, pp. 117 - 148.